

Association ARENFIP

Association de la Résidence de l'Ecole Nationale des Finances Publiques
20 rue des Gourlettes
63000 CLERMONT-FERRAND

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2025

ARENFIP

Association de la Résidence de l'Ecole Nationale des Finances Publiques

20 rue des Gourlettes

63000 CLERMONT-FERRAND

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2025

Aux Membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ARENFIP relatifs à l'exercice clos le 31 août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne l'évaluation des produits.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport gestion de votre Comité de Direction et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Comité de direction.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Clermont-Ferrand, le 6 février 2026

Pour la **SARL ARVERNE AUDIT**
Commissaire aux comptes



Isabelle COGNET
Commissaire aux comptes associée

BILAN - EXERCICE 2024/2025



ACTIF	BRUT	AMORTS/PROV	EXERCICE 2024/2025	EXERCICE 2023/2024	PASSIF	EXERCICE 2024/2025	EXERCICE 2023/2024
ACTIF IMMOBILISE			NET	NET	FONDS PROPRES		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	121 789,99	107 493,57	14 296,42	16 758,84	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	739 817,95	739 817,95
Autres immobilisations incorporelles (Logiciels...)	121 789,99	107 493,57	14 296,42	16 758,84	Fonds propres statutaires	739 817,95	739 817,95
					Fonds associatifs (subv inv biens non renouvel)		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 875 532,16	4 637 350,93	1 238 181,23	1 435 422,06	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE	0,00	0,00
Installations et Agencements	2 875 152,08	2 474 487,26	400 664,82	477 013,80	RESERVES	6 851 116,05	6 573 288,28
Matériel	1 451 810,70	1 106 690,07	345 120,63	420 537,74	Autres réserves	6 851 116,05	6 573 288,28
Autres	1 548 569,38	1 056 173,60	492 395,78	537 870,52	REPORT A NOUVEAU	0,00	0,00
					RESULTAT	-253 036,24	277 827,77
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	3 692,30	0,00	3 692,30	3 692,30	SUBVENTION D'EQUIPEMENT - NET	787 554,01	903 314,03
Autres immobilisations financières (Dépôts...)	3 692,30		3 692,30	3 692,30	Subventions	1 008 887,14	1 008 887,14
					Reprises subventions	-221 333,13	-105 573,11
TOTAL I	6 001 014,45	4 744 844,50	1 256 169,95	1 455 873,20	TOTAL I	8 125 451,77	8 494 248,03
ACTIF CIRCULANT					FONDS REPORTES ET DEDIES	0,00	0,00
STOCKS	60 018,10		60 018,10	89 868,62	TOTAL II	0,00	0,00
Matières premières et approvisionnements	60 018,10		60 018,10	89 868,62	PROVISIONS		
					Provisions pour risques	23 000,00	0,00
AVANCES ET ACOMPTES VERSES	410,93		410,93	0,00	Provisions pour charges	107 713,00	104 583,00
					TOTAL III	130 713,00	104 583,00
CREANCES	533 883,47		533 883,47	457 334,67	DETTES		
Créances clients	109 865,89		109 865,89	16 013,42	DETTES FINANCIERES	0,00	0,00
Autres créances	424 017,58		424 017,58	441 321,25	AVANCES ET ACOMPTES RECUS	68 861,88	62 601,59
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	0,00		0,00	0,00	DETTES D'EXPLOITATION	728 957,77	733 130,36
					Dettes fournisseurs et comptes rattachés	239 473,59	263 725,23
DISPONIBILITES	7 161 792,75		7 161 792,75	7 351 697,24	Dettes fiscales et sociales	489 484,18	469 405,13
Disponibilités	7 160 178,05		7 160 178,05	7 351 686,94	DETTES DIVERSES	118 783,87	96 713,87
Disponibilités CSE	1 614,70		1 614,70	10,30	Autres dettes	118 783,87	96 713,87
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	160 493,09		160 493,09	136 503,12	PRODUITS CONSTATEES D'AVANCES	0,00	0,00
TOTAL II	7 916 598,34	0,00	7 916 598,34	8 035 403,65	TOTAL IV	916 603,52	892 445,82
TOTAL GENERAL	13 917 612,79	4 744 844,50	9 172 768,29	9 491 276,85	TOTAL GENERAL	9 172 768,29	9 491 276,85

COMPTE DE RESULTAT - EXERCICE 2024/2025

	EXERCICE 2024/2025	EXERCICE 2023/2024		EXERCICE 2024/2025	EXERCICE 2023/2024
CHARGES D'EXPLOITATION			PRODUITS D'EXPLOITATION		
Achats d'approvisionnements stockés	910 137,68	837 166,41	Cotisations	0,00	0,00
Variation des stocks	29 850,52	-10 554,90	Vente de biens et services	4 875 631,81	4 617 672,90
Autres achats et charges externes	2 051 532,45	2 308 910,92	Produits de tiers financeurs (<i>Subventions d'exploitation</i>)	796 617,81	1 490 123,31
Impôts, taxes et versements assimilés	546 048,81	484 962,22	Reprises sur provisions et transfert de charges	126 108,33	137 090,20
Salaires et traitements	1 717 478,20	1 628 655,30	Utilisation de fonds dédiés	0,00	0,00
Charges sociales	633 155,16	597 889,52	Autres produits	2 198,60	2 950,00
Dotations aux amortissements	289 683,60	273 225,60	Produits divers de gestion courante	17,79	17,31
Dotations aux provisions	107 713,00	104 583,00	Remboursement assurances	9 159,17	
Report de fonds dédiés	0,00	0,00			
Autres charges (<i>Pertes sur créances irrécouvrables</i>)	353,43	1 850,22			
TOTAL I	6 285 952,85	6 226 688,29	TOTAL I	5 809 733,51	6 247 853,72
CHARGES FINANCIERES			PRODUITS FINANCIERS		
			Produits de participations		
			Produits d'autres valeurs mobilières	91 622,24	105 477,87
			Autres produits financiers	633,24	0,00
TOTAL II	0,00	0,00	TOTAL II	92 255,48	105 477,87
CHARGES EXCEPTIONNELLES			PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	26 493,90	1 500,00	Sur opérations de gestion	41 661,50	89 653,76
Sur opérations en capital	0,00	8 062,96	Sur opérations en capital	115 760,02	67 592,33
			Sur transfert de charges	0,00	3 501,34
TOTAL III	26 493,90	9 562,96	TOTAL III	157 421,52	160 747,43
TOTAL DES CHARGES	6 312 446,75	6 236 251,25	TOTAL DES PRODUITS	6 059 410,51	6 514 079,02
Solde débiteur bénéfice		277 827,77	Solde créditeur perte	253 036,24	
TOTAL GENERAL	6 312 446,75	6 514 079,02	TOTAL GENERAL	6 312 446,75	6 514 079,02

CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	0,00	0,00	Dons en nature	0,00	0,00
Mise à disposition gratuite des biens	0,00	0,00	Prestations en nature	0,00	0,00
Prestations	0,00	0,00	Bénévolat	0,00	0,00
Personnel bénévole	0,00	0,00			
TOTAL	0,00	0,00	TOTAL	0,00	0,00



Association la Résidence de l'École
Nationale des Finances Publiques

ANNEXE COMPTABLE

EXERCICE 2024-2025

PREAMBULE

L'objet social de l'association est le suivant :

« Dans le cadre du droit exclusif prévu par l'arrêté ministériel du 14 mars 2023 (JO du 21 mars 2023) pris en application de l'article 9 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, l'association a pour objet principal d'assurer, au meilleur rapport qualité-prix possible :

- *la restauration collective dans les départements du Puy-de-Dôme et de la Nièvre ;*
- *le logement au sein des résidences des stagiaires de l'établissement de formation de Clermont-Ferrand de l'Ecole nationale des finances publiques situées rue des Gourlettes et rue de la Pradelle ;*
- *la garde des jeunes enfants dans les structures « accueil des jeunes enfants » (SAJE) situées dans les résidences des stagiaires mentionnées ci-avant.*

Ce service inclut la mise à disposition d'infrastructures liées à la vie parascolaire des stagiaires.

Elle se propose également de réaliser, hors droit exclusif, toute opération de restauration, d'hébergement ou de garde d'enfant s'inscrivant dans une perspective à caractère social. Elle peut notamment :

- *accueillir dans les structures de restauration, sous réserve d'une convention, des personnels d'administrations ou organismes à caractère public, parapublic ou privé extérieurs aux Ministères du Budget, des Comptes Publics, de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat et de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, ainsi qu'à titre exceptionnel, des personnes extérieures invitées par des fonctionnaires des deux Ministères précités ;*
- *proposer des logements restés vacants dans les résidences des Gourlettes et de la Pradelle à Clermont-Ferrand à des enfants d'agents des Ministères du Budget, des Comptes Publics, de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat et de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, ou à des étudiants ;*
- *accueillir dans la structure "accueil des jeunes enfants" (SAJE), sous réserve de convention le prévoyant et dans la limite des places disponibles, des enfants dont les parents sont extérieurs aux Ministères du Budget, des Comptes Publics, de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat et de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.*

Enfin, en cas de déficience du secteur privé et à titre occasionnel, l'ARENFiP pourra effectuer, hors droit exclusif, toutes opérations de restauration ou d'hébergement relevant d'une activité commerciale et fiscalisées selon les règles de droit commun. »

L'exercice clos le 31/08/2025 a une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 9 172 768,29€.

Le résultat net comptable est une perte de 253 036,24€.

I. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le Plan Comptable des Associations défini par le règlement de l'ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 est utilisé. Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- **Amortissements de l'actif immobilisé** : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire sur la base de leur durée de vie économique. cf. V-2.
- **Stocks** : la méthode de valorisation des stocks est celle du Premier entré Premier sorti.
- **Provisions** Modalités de fonctionnement et de comptabilisation : cf. V-3.
- **Subventions & réserves** :
 - subventions reçues au cours de l'exercice 2020/2021 : cf. VI-4.
 - réserves utilisées au cours de l'exercice 2020/2021 : cf. V-5
- **Conventions Pluriannuelles d'Objectifs et de Moyens** : Une convention d'objectifs et de moyens a été signée le 01/09/2022 entre la DGFIP et l'ARENFiP pour une période triennale de 2022 à 2025.
- **Changement de méthode** : Il n'y a pas eu de changement comptable au cours de l'exercice.



II. ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2024/2025

- Modalités d'organisation et de prise en charge financière des travaux incombant au propriétaire : suivi des travaux d'entretien pour le compte du propriétaire.
- Modalités d'organisation des recettes d'exploitation et d'investissement : suivi des subventions de fonctionnement et d'investissement

III. PRECISIONS CONCERNANT LES IMMEUBLES :

LES GOURLETTES :

1) Construction initiale :

La résidence a été construite sur un terrain appartenant à l'Etat et donné à bail à l'Office Public d'HLM (logidôme) pour un loyer de 1,52 € par an. Elle était donnée en location à l'ARENFiP pour un loyer correspondant aux annuités de remboursement des emprunts contractés par logidôme pour le financement de la construction et des rénovations de la résidence. Le bail était automatiquement prorogé jusqu'au terme des remboursements. (Exercice 2012/2013).

- Superficie du terrain : 16 069 m²
- Coût de revient de la construction : 1 981 261 € dont le financement a été assuré par emprunts CDC par l'intermédiaire de logidôme pour 1 519 536 € et par subventions du Ministère des Finances et du Secrétariat d'Etat aux affaires Etrangères chargé de la Coopération pour la différence.
- Dernière échéance de l'emprunt initial : 2012.

2) Rénovations :

La réhabilitation de la résidence a donné lieu à 2 tranches de travaux dans le cadre des procédures Palulos.

- 1^{ère} tranche rénovation extérieure : prêt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et Consignations le 12.01.93 avec effet au 01.01.1993.

Montant : 655 531 €.

Durée : durée initiale de 15 ans rééchelonnée sur 3 années supplémentaires.

Taux : 5,80 % taux actuariel (indice de révision taux du livret A).

Dernière échéance : 2011.

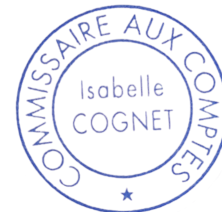
- 2^{ème} tranche rénovation intérieure : prêt souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par l'intermédiaire de l'OPAC de Clermont-Ferrand avec effet au 01.03.2001 (Convention du 2 novembre 2000).

Montant : 1 067 143 €.

Durée : 15 ans, date d'effet au 20 février 2001.

Taux : 4,20 % (Indice de révision taux du livret A).

Dernière annuité : l'emprunt a été totalement remboursé le 29.02.2016.



LA PRADELLE :

1) Construction initiale :

La construction a été édifée sur un terrain propriété de l'Etat et donnée à bail à la Société Régionale d'H.L.M. devenue AUVERGNE HABITAT (Loyer annuel : 1,52 €) jusqu'en 2016. Le bail était automatiquement prorogé jusqu'à la date de remboursement de la dernière échéance des emprunts contractés pour le financement de la construction ou de la réhabilitation de la résidence.

- Superficie du terrain : 10 478 m².

- Coût de revient initial de la construction : 1 401 378 € dont 1 251 340 € empruntés par l'intermédiaire de la Société Régionale d'HLM (**dernière échéance 25 avril 2016**), la différence étant financée par subventions ministérielles.

2) Rénovations :

Un emprunt a été contracté pour la rénovation de la résidence le 14.10.1992 (effet du 01.11.1992). Il a été souscrit par l'intermédiaire de la Société Auvergne Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (Palulos).

Montant : 664 678 €, durée initiale de 15 ans rééchelonnée sur 3 années supplémentaires.

Taux : 5,80 % taux actuariel (indice de révision taux du livret A).

Dernière échéance : 2010.

Un nouvel emprunt a été contracté pour la rénovation des appartements (Palulos 2^{ème} tranche) date d'effet : 26/11/1996 (1^{ère} échéance au 01/12/1997).

Montant : 1 926 956 €, durée : 15 ans.

Taux : 4,80 % taux actuariel (indice de révision taux du livret A).

Dernière échéance : 2012.

IV. PRECISIONS CONCERNANT LE TRANSFERT DES BATIMENTS DANS LE PATRIMOINE DE L'ETAT

Les baux, souscrits auprès des bailleurs sociaux cités supra, ont été automatiquement prorogés jusqu'à la date de remboursement de la dernière échéance des emprunts contractés pour le financement de la construction ou de la réhabilitation des résidences.

Ceux-ci sont arrivés à échéance en 2016 au cours de l'exercice précédent, avec pour conséquence le transfert des bâtiments [érigés sur des terrains propriété de l'Etat] dans le patrimoine de l'Etat.

Ce transfert est effectif depuis le 01/03/2016 pour les bâtiments de la résidence des Gourlettes et le 25/04/2016 pour ceux de la résidence de La Pradelle.

Une convention d'utilisation entre France Domaine et la DGFIP a été signée le 01/02/2016.

A la suite de laquelle deux conventions d'occupation précaire, pour chaque résidence, ont été signées le 02/02/2016 entre les différents intervenants : la DDFIP 63 représentant l'Etat, et l'ARENFIP.

Ces deux conventions ont été renouvelées pour 2019 pour une durée de 3 ans puis pour 2022 également pour une durée de 3 ans.

La conséquence directe pour l'ARENFIP est le paiement d'une redevance annuelle au titre de la convention d'occupation précaire. Le montant, pour un an, est de 119 642 € concernant la résidence des Gourlettes et de 63 705€ pour la résidence de la Pradelle (pour l'exercice, ces montants ont fait l'objet d'une répartition au prorata temporis). Il est précisé que le montant annuel de la redevance tient compte également de l'abattement de 50% sur la valeur locative en raison du caractère précaire de ladite convention.

Dès lors, il incombe à l'Etat, depuis ces transferts dans son patrimoine, la prise en charge des travaux relevant des obligations du propriétaire.

Pour autant, bien que les conventions d'occupation précaire précisent, par leur article 8, les charges du propriétaire, le sort des travaux à effectuer selon les préconisations du rapport d'expertise du 01/09/2015 établi par le bureau d'expertise immobilière du Ministère des finances et des comptes publics, n'a fait l'objet d'aucune décision quant à leur prise en charge.

Au regard des situations qui ont émergées durant l'application des premières conventions d'occupation signées en 2016 concernant les travaux d'urgence effectués et pris en charge par l'ARENFiP, il a été décidé d'intégrer dans les conventions signées à partir de 2017, les modalités d'organisation et de prise en charge financière des travaux incombant au propriétaire. Celles-ci permettent ainsi à l'ARENFiP d'engager des travaux à caractère d'urgence engageant la responsabilité du propriétaire.

Un montant de 25 000 € a été acté par opération relevant de travaux à caractère d'urgence.

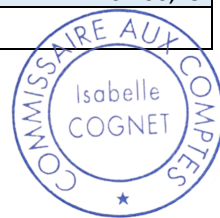
Cette autonomie d'urgence participe à un fonctionnement réactif nécessaire face à certaines situations.

Par avenant à la convention d'occupation précaire du 11/06/2019 signé le 7/08/2019, il est décidé qu'afin de permettre le remplacement d'une chaudière à la Résidence de la Pradelle, le montant des travaux mentionné dans l'article 8 est exceptionnellement relevé à 80 000 €.

Les prises en charge organisationnelles et financières de ces opérations relèvent uniquement de l'ARENFiP, sans contrepartie du propriétaire.

En concertation avec le commissaire aux comptes et dans un but d'améliorer l'information comptable, il a été décidé de suivre ces opérations dans un compte de charges spécifiques (compte 6152).

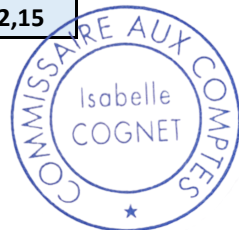
6152 TRAVAUX D'ENTRETIEN REALISES POUR LE COMPTE DU PROPRIETAIRE - EXERCICE 2024/2025	DEBIT	CREDIT	MONTANT	SOLDE
Charges à payer		6 559,18	-6 559,18	-6 559,18
ORONA - CABLES DE TRACTION GLO	6 559,18		6 559,18	0,00
ORONA REMPLT CDE ETAGE CAFETERIA - GRE	743,80		743,80	743,80
ORONA REMPLC BLOC CONTACT GLO	1 011,24		1 011,24	1 755,04
DOMES RECHERCHE FUITE+PROV REPARAT° PLO	1 537,04		1 537,04	3 292,08
ORONA REMPLCT SERRURE PORTE PALIERE PLO	1 471,80		1 471,80	4 763,88
ORONA REPLCT BLOC CONTACT AUXILIAIRE PLO	918,92		918,92	5 682,80
ORONA CARTE ELECTRONIQUE CABINE - GLO	3 116,27		3 116,27	8 799,07
TOURNADRE RPLCT FONTE CUISINE C1	1 424,94		1 424,94	10 224,01
TECHNABAT POSE COUVERTINE APPT C 323 PLO	837,28		837,28	11 061,29
SAEC REMPLCT TRAPPE DESENFUMAGE GRE	2 609,60		2 609,60	13 670,89
DAGUILLON REMPLCT PORTE ACCES PLO	4 708,00		4 708,00	18 378,89
AVIPUR ETANCHEITE + RACCORD D1 7 GLO	4 708,46		4 708,46	23 087,35
DOMES ETANCH INFILTRATIONS RESTO GLO	1 265,00		1 265,00	24 352,35
DOMES ETANCH INTER SUITE ORAGE PLO	1 265,00		1 265,00	25 617,35
PINGEON MUR PARKING GLO	17 608,80		17 608,80	43 226,15
PINGEON MURET COTE ESCALIER GLO	2 940,30		2 940,30	46 166,45
TOTAL	52 725,63	6 559,18	46 166,45	



V. COMPLÉMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT

V-1- ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISÉ AU 31/08/2025

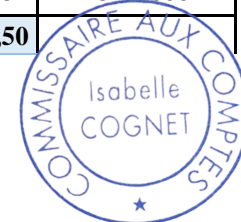
N° COMPTE	LIBELLES	VALEUR BRUTE AU 31/08/2024	ENTREES 2024/2025	TOTAL	SORTIES 2024/2025	VALEUR BRUTE AU 31/08/2025
20510000	LOGICIELS	126 268,19	7 788,00	134 056,19	12 266,20	121 789,99
21540000	MATERIEL PRADELLE	427 334,17	21 669,65	449 003,82	18 959,42	430 044,40
21541000	MATERIEL GOURLETTES	278 999,84	10 893,50	289 893,34	993,15	288 900,19
21543000	MATERIEL SAJE	25 873,51	364,14	26 237,65	0,00	26 237,65
21545000	MATERIEL RESTAURANT	575 657,99	0,00	575 657,99	0,00	575 657,99
21546000	MATERIEL CAFETERIA	38 067,06	0,00	38 067,06	0,00	38 067,06
21547000	MATERIEL BUANDERIE GOURLETTES	48 491,77	0,00	48 491,77	0,00	48 491,77
21547100	MATERIEL BUANDERIE PRADELLE	44 411,64	0,00	44 411,64	0,00	44 411,64
21810000	INST. AGENC. PRADELLE	863 383,13	5 027,96	868 411,09	791,19	867 619,90
21811000	INST. AGENC. GOURLETTES	1 542 469,75	300,68	1 542 770,43	231,91	1 542 538,52
21813000	INST. AGENC. SAJE	41 574,91	0,00	41 574,91	0,00	41 574,91
21815000	INST. AGENC. RESTAURANT	416 746,12	14 300,00	431 046,12	34 399,37	396 646,75
21816000	INST. AGENC. CAFETERIA	3 170,00	0,00	3 170,00	0,00	3 170,00
21817000	INST. AGENC. BUANDERIE GOURLETTES	377,85	0,00	377,85	0,00	377,85
21817100	INST. AGENC. BUANDERIE PRADELLE	23 224,15	0,00	23 224,15	0,00	23 224,15
21820000	MATERIEL AUTOMOBILE	28 726,83	0,00	28 726,83	0,00	28 726,83
21830000	MATERIEL DE BUREAU & INFORMATIQUE	152 742,30	7 806,42	160 548,72	8 857,69	151 691,03
21840000	MOBILIER PRADELLE	773 893,94	19 500,00	793 393,94	0,00	793 393,94
21841000	MOBILIER GOURLETTES	425 097,52	750,00	425 847,52	0,00	425 847,52
21843000	MOBILIER SAJE	31 378,73	0,00	31 378,73	0,00	31 378,73
21845000	MOBILIER RESTAURANT	96 720,02	1 580,00	98 300,02	0,00	98 300,02
21846000	MOBILIER CAFETERIA	19 231,31	0,00	19 231,31	0,00	19 231,31
	TOTAL GENERAL	5 983 840,73	89 980,35	6 073 821,08	76 498,93	5 997 322,15



V-2 - ETAT DES AMORTISSEMENTS.

Amortissements au bilan :

N° COMPTE	LIBELLES	DUREE AMORTS	CUMUL AMORTS AU 31/08/2024	AMORTS SORTIS AU 31/08/2025	NET AVANT DOTATION COMPL.	DOTATION COMPL. DU 01/09/2024 A LA DATE DE SORTIE	DOTATION EXERCICE 2024/2025	AMORTS DE L'EXERCICE	CUMUL AMORTS 31/08/2025	N° COMPTE2
205100	LOGICIELS	De 1 à 3	109 509,35	12 266,20	97 243,15	0,00	10 250,42	10 250,42	107 493,57	28051000
21540	MATERIEL PRADELLE	De 5 à 10	160 007,15	18 959,42	141 047,73	0,00	53 398,91	53 398,91	194 446,64	28154000
21541	MATERIEL GOURLETTES	De 5 à 10	227 740,87	993,15	226 747,72	0,00	32 545,00	32 545,00	259 292,72	28154100
21543	MATERIEL SAJE	De 3 à 10	16 846,57	0,00	16 846,57	0,00	3 415,75	3 415,75	20 262,32	28154300
21545	MATERIEL RESTAURANT	De 5 à 15	501 721,94	0,00	501 721,94	0,00	11 191,66	11 191,66	512 913,60	28154500
21546	MATERIEL CAFETERIA	De 5 à 10	37 189,97	0,00	37 189,97	0,00	471,02	471,02	37 660,99	28154600
21547	MATERIEL BUANDERIE G	De 5 à 10	36 031,15	0,00	36 031,15	0,00	4 182,14	4 182,14	40 213,29	28154700
215471	MATERIEL BUANDERIE P	De 5 à 10	38 760,59	0,00	38 760,59	0,00	3 139,92	3 139,92	41 900,51	28154710
21810	INST. AGENC. PRADELLE	De 3 à 20	514 045,41	791,19	513 254,22	5,58	50 590,90	50 596,48	563 850,70	28181000
21811	INST. AGENC. GOURLETTES	De 3 à 20	1 421 925,95	231,91	1 421 694,04	9,58	43 638,03	43 647,61	1 465 341,65	28181100
21813	INST. AGENC. SAJE	De 5 à 15	38 078,51	0,00	38 078,51	0,00	976,43	976,43	39 054,94	28181300
21815	INST. AGENC. RESTAURANT	De 5 à 20	413 110,24	34 399,37	378 710,87	0,00	757,10	757,10	379 467,97	28181500
21816	INST. AGENC. CAFETERIA	De 10 à 15	3 170,00	0,00	3 170,00	0,00	0,00	0,00	3 170,00	28181600
21817	INST. AGENC. BUANDERIE G	De 5 à 15	377,85	0,00	377,85	0,00	0,00	0,00	377,85	28181700
218171	INST. AGENC. BUANDERIE P	De 5 à 15	23 224,15	0,00	23 224,15	0,00	0,00	0,00	23 224,15	28181710
21820	MATERIEL AUTOMOBILE	5	20 350,97	0,00	20 350,97	0,00	2 624,29	2 624,29	22 975,26	28182000
21830	MATERIEL DE BUREAU	De 3 à 10	132 837,44	8 857,69	123 979,75	0,00	9 020,81	9 020,81	133 000,56	28183000
21840	MOBILIER PRADELLE	De 5 à 10	359 919,30	0,00	359 919,30	0,00	46 543,08	46 543,08	406 462,38	28184000
21841	MOBILIER GOURLETTES	De 5 à 10	411 891,27	0,00	411 891,27	0,00	5 971,84	5 971,84	417 863,11	28184100
21843	MOBILIER SAJE	De 5 à 10	21 012,24	0,00	21 012,24	0,00	1 264,90	1 264,90	22 277,14	28184300
21845	MOBILIER RESTAURANT	De 10 à 15	24 772,14	0,00	24 772,14	0,00	9 591,70	9 591,70	34 363,84	28184500
21846	MOBILIER CAFETERIA	8	19 136,77	0,00	19 136,77	0,00	94,54	94,54	19 231,31	28184600
	TOTAL		4 531 659,83	76 498,93	4 455 160,90	15,16	289 668,44	289 683,60	4 744 844,50	



2) Détail des immobilisations sorties au cours de l'exercice :

N° COMPTE	LIBELLES	VALEUR BRUTE AU 31/08/2024	CUMUL AMORTS AU 31/08/2024	DOTATION AMORTS 2024/2025	CUMUL AMORTS AU 31/08/2025	VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31/08/2025
205100	LOGICIELS	12 266,20	12 266,20	0,00	12 266,20	0,00
21540	MATERIEL PRADELLE	18 959,42	18 959,42	0,00	18 959,42	0,00
21541	MATERIEL GOURLETTES	993,15	993,15	0,00	993,15	0,00
21543	MATERIEL SAJE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21545	MATERIEL RESTAURANT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21546	MATERIEL CAFETERIA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215470	MAT BUAND GOURL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215471	MAT BUAND PRAD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21810	INST. AGENC. PRAD	791,19	785,61	5,58	791,19	0,00
21811	INST. AGENC. GOURL	231,91	222,33	9,58	231,91	0,00
21813	INST. AGENC. SAJE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21815	INST. AGENC. RESTAURANT	34 399,37	34 399,37	0,00	34 399,37	0,00
21816	INST. AGENC. CAFETERIA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21817	INST. AGENC. BUANDERIE G	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218171	INST. AGENC. BUANDERIE P	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21820	MATERIEL AUTO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21830	MATERIEL DE BUREAU	8 857,69	8 857,69	0,00	8 857,69	0,00
21840	MOBILIER PRADELLE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21841	MOBILIER GOURLETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21843	MOBILIER SAJE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21845	MOBILIER RESTAURANT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21846	MOBILIER CAFETERIA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	76 498,93	76 483,77	15,16	76 498,93	0,00

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire avec dotation complémentaire sur l'exercice de sortie.



V-3 - ETAT DES PROVISIONS :



1) Situation des comptes au bilan au 31/08/2025 :

N° COMPTE	LIBELLES	CUMUL AU 31/08/2024	DOTATIONS EXERCICE 2024/2025	REPRISES EXERCICE 2023/2024	CUMUL AU 31/08/2025
15300000	PROVISION POUR CHARGES	99 790,00	107 713,00	99 790,00	107 713,00
15800000	PROVISION AUTRES CHARGES	4 793,00	0,00	4 793,00	0,00
15100000	PROVISIONS POUR RISQUES	0,00	23 000,00	0,00	23 000,00
	TOTAL	104 583,00	130 713,00	104 583,00	130 713,00

2) Dotation de l'exercice :

- Provisions pour charges :

- Plan de retraite : la dotation est calculée de façon individualisée selon les engagements de l'ARENFiP (indemnités de départ), pour les salariés en tenant compte de leur ancienneté acquise au 31 août de l'exercice, de la réforme des retraites et complétée des hypothèses de calcul utilisé (table de mortalité utilisée, taux d'actualisation, taux de charges sociales...).

En 2024/2025, la dotation est le résultat d'un calcul actuariel, l'engagement pour indemnités de fin de carrière s'élève à la clôture de l'exercice à 107 713€. Le calcul a été réalisé à partir d'un logiciel tenant compte de nos spécificités.

- Provisions pour risques :

- Action prud'homale : la dotation a été constituée à la suite d'une saisine du conseil de prud'hommes par un salarié ayant fait l'objet d'un licenciement pour inaptitude. Une tentative de conciliation est actuellement en cours. La dotation d'un montant de 23 000 euros correspondant aux frais d'avocat et à la prévision en cas d'accord de la conciliation.

3) Reprises de l'exercice

- Provisions pour charges :

- Plan de retraite : la provision figurant au bilan de l'exercice antérieur soit 99 790€, est reprise intégralement.

- Droit à congés payés – Loi DDADUE : la dotation a été constituée à la suite de la demande d'une salariée en date du 02/08/2024 sollicitant le bénéfice de ses droits à congés payés sur la période de juillet 2020 à juin 2023 en vertu de la loi 2024-364 du 22 avril 2024 relative à l'adaptation au droit européen en matière de congés payés acquis pendant un arrêt maladie. Après analyse de la situation individuelle, il ressort que le solde de congés payés à recréditer s'élève à 40 jours. La méthode utilisée de calcul est basée sur le taux horaire du salarié au moment de son départ de l'association. La provision figurant au bilan de l'exercice antérieur soit 4 793€, est reprise intégralement.

V-4 – SUBVENTIONS

Subventions reçues en 2024/2025 :

Les subventions suivantes ont été enregistrées en comptabilité au cours de l'exercice :



Subventions 2024-2025

Subventions de fonctionnement		
Comptes	Libellé	Montant
740	Subventions Restaurant Ministère Finances et administrations conventionnées	221 970,59
TOTAL 740		221 970,59
741	Subvention CAF/SAJE à recevoir (extourne)	- 57 760,00
741	Subvention MEF/SAJE à recevoir (extourne)	- 135 732,00
741	Subvention CAF / SAJE reçue	170 155,83
741	Subvention MINEFI / SAJE reçue	160 600,00
741	Provision (Subvention à recevoir)	199 435,00
TOTAL 741		336 698,83
743	Aide exceptionnelle dépenses de fonctionnement	112 395,00
743	Aide Petites structures de restauration collective (Berthelot)	10 709,00
743	Aide Petites structures de restauration collective (DISI)	9 830,00
743	Participation financière Nevers	100 000,00
TOTAL 743		232 934,00
TOTAL SUBVENTIONS résultat d'exploitation		791 603,42
771	Regul prorata TVA 2024	666,50
771	Remboursement excédent cotisation URSSAF	1 164,00
TOTAL 771		1 830,50
772	Aide exceptionnelle SAJE (DGFIP)	38 498,00
772	Regul prorata TVA 2024	1 333,00
TOTAL 772		39 831,00
TOTAL SUBVENTIONS résultat exceptionnel		41 661,50
TOTAL SUBVENTIONS de Fonctionnement 2024-2025		833 264,92
Subventions d'Investissement		
Comptes	Libellé Subvention	Montant
Solde du compte au 01/09/2024		1 008 887,14
1318		-
Solde du compte au 31/08/2025		1 008 887,14
TOTAL SUBVENTIONS d'Investissement 2024-2025		-
TOTAL SUBVENTIONS 2024-2025		833 264,92

V-5 – RÉSERVES1) Affectation du résultat de l'exercice 2023/2024

L'excédent de l'exercice 2023/2024 de **277 827,77€** a été affecté en autres réserves.

2) Situation du compte 10688 Autres réserves au 31/08/2025

-	DEBIT	CREDIT
Solde au 31/08/2024		6 573 288,28
Ecriture d'affectation du résultat 2023/2024		277 827,77
Solde au 31/08/2025		6 851 116,05

V-6 - ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

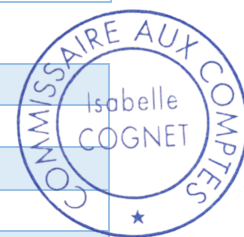
CREANCES	Échéances à moins d'un an	DETTES	Echéances à moins d'un an
CLIENTS	109 865,89	FOURNISSEURS	239 473,59
AVANCES ET ACOMPTES	410,93	AVANCES ET ACOMPTES	68 861,88
AUTRES	424 017,58	DETTES FISCALES ET SOCIALES	489 484,18
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	160 493,09	AUTRES	118 783,87
		PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	0,00
TOTAL	694 787,49	TOTAL	916 603,52

V-7 -PRECISIONS SUR CERTAINS POSTES

1°) Bilan actif	
Avances et acomptes versés :	410,93
Fournisseurs, avoirs à recevoir :	410,93
Clients et comptes rattachés :	109 865,89
Clients logement :	70 646,63
Clients divers restaurant :	39 219,26
Autres créances :	424 017,58
Personnel rémunérations dues :	0,00
Personnel opposition :	0,00
Etat subvention à recevoir :	199 435,00
Divers produits à recevoir :	53 181,26
Crédit TVA à reporter :	51 377,39
TVA déductible	0,00
TVA / factures non parvenue :	2 854,76
CSE Dépenses :	117 169,17
Charges constatées d'avance :	160 493,09
Redevances domaniales :	110 885,62
Assurances :	601,25
Maintenance :	36 195,61
Fournitures administratives :	3 154,05
Abonnements :	115,29
Charges diverses :	9 541,27

2°) Bilan passif :	
Fournisseurs et comptes rattachés :	239 473,59
Dettes fournisseurs restaurant:	4 279,88
Dettes fournisseurs logement:	84 083,29
Charges à payer (factures non parvenues) :	151 110,42
Avances et acomptes reçus :	68 861,88
Dépôts de garantie :	10 200,00
Clients restaurant :	54 888,47
Clients locataires :	3 773,41
Dettes fiscales et sociales :	489 484,18
URSSAF – pôle emploi:	51 512,30
Retraites :	10 167,67
Mutuelles et prévoyances :	23 072,66
Taxe sur les salaires :	4 988,73
Etat, charges à payer :	268 590,00
Personnel, charges à payer :	107 154,95
Etat - Prélèvement à la source :	3 140,87
Organismes sociaux et charges à payer :	20 857,00

Autres :	118 783,87
CSE Dépenses :	118 783,87



3°) Compte de résultat :	
Résultat d'exploitation :	-476 219,34
Produits d'exploitation :	5 809 733,51
Activité logement :	3 743 475,28
Activité restaurant :	1 555 647,44
Activité S.A.J.E. :	406 027,79
Reprise provision retraite :	104 583,00
Charges d'exploitation :	6 285 952,85
Activité logement :	3 018 964,60
Activité restaurant :	2 599 777,91
Activité S.A.J.E. :	559 497,35
Dotation provision retraite et autres charges :	107 713,00
Résultat financier :	92 255,48
Charges financières :	0,00
Produits financiers :	92 255,48
Rémunérations du livret A :	2 318,95
Rémunérations des comptes d'épargne et CAT	89 303,29
Autres produits financiers (escomptes obtenus)	633,24
Résultat exceptionnel :	130 927,62
Charges exceptionnelles :	26 493,90
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion :	3 493,90
Concernant l'exercice	3 493,90
Sur exercices antérieurs	0,00
Charges exceptionnelles sur opérations en capital :	23 000,00
Valeur nette comptable des biens sortis	0,00
Provision pour litiges	23 000,00
Produits exceptionnels	157 421,52
Produits exceptionnels sur opérations de gestion :	41 661,50
Concernant l'exercice	1 830,50
Sur exercices antérieurs	39 831,00
Produits sur cession d'actif :	0,00
Produits exceptionnels sur opérations en capital :	115 760,02
Quote-part de subventions	115 760,02
Produits exceptionnels sur transfert de charges :	0,00
Remboursement sinistres	0,00

V-8 – SUIVI DES MOYENS FINANCIERS CONSACRES AUX ACTIVITES SOCIALES T CULTURELLES

Dans le cadre des élections professionnelles intervenues au printemps 2018, l'ARENFiP a constitué son CSE. Par conséquent, le Comité d'Entreprise a été dissout. Cette dissolution a généré un boni de 24 271,15€. Le CSE, mis en place en date du 4 mai 2018, a décidé de dégager un budget (boni du CE apporté à ce budget) afin de maintenir des actions sociales à destination des salariés.

Cependant, n'ayant pas la personnalité civile du fait de l'effectif (moins de 50 salariés), le CSE, en tant qu'entité ne peut percevoir de contribution et ne peut disposer de compte bancaire.

Le budget dédié aux activités sociales et culturelles est donc retranscrit dans les comptes de l'ARENFiP.

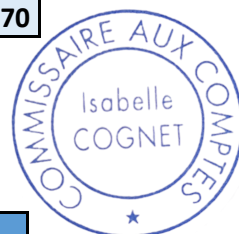
Un compte bancaire spécifique a également été ouvert. Celui-ci est géré par l'ARENFiP pour le compte des élus du CSE. En conséquence, s'agissant d'une gestion pour le compte d'autrui, le suivi comptable est réalisé en mouvementant les comptes de tiers (4676 et 4677) et de trésorerie (5121) afin de ne pas impacter le résultat de l'ARENFiP.

N° COMPTE	LIBELLES	DEBIT	CREDIT	MONTANT	SOLDE AU 31/08/2025
46760000	CSE DEPENSES	117 169,17		117 169,17	117 169,17
46770000	CSE RECETTES		118 783,87	118 783,87	118 783,87
51210000	BNP CSE ARENFIP	1 614,70		1 614,70	1 614,70

V-9 – PERSONNEL

➤ Effectifs au 31/08/2025

-	NOMBRE	EQUIVALENT TEMPS PLEIN
SALARIE DE DROIT PRIVE	51,00	47,31
SALARIE EN CDI	49,00	45,31
SALARIE EN CDD	2,00	2,00
FONCTIONNAIRE MIS A DISPOSITION	1,00	1,00
TOTAL	52,00	48,31



Coût employeur des fonctionnaires mis à disposition

• **118 326,12 €**

Coût employeur des rémunérations des trois plus hauts cadres de l'ARENFiP (article 20, loi du 23/05/2006 sur le volontariat associatif)

• **365 266,27 €**

➤ Contributions volontaires en nature

Selon la Réglementation, les contributions volontaires en nature (valorisation du bénévolat) doivent être comptabilisées si les 2 conditions suivantes sont réunies :

- La nature et l'importance des contributions sont des éléments essentiels à la compréhension de l'association
- L'entité est en mesure de recenser et de valoriser les contributions.

A défaut une information est portée en annexe.

Pour l'exercice 2024/2025, l'ARENFiP n'a pas mis en place de procédure permettant de recenser les heures de bénévolat mais qu'au regard de l'organisation, celles-ci n'ont pas un caractère significatif.

➤ **Commissaire aux comptes**

Honoraires du commissaire aux comptes sur l'exercice
2024-2025

• **5 100€ HT**

